

Annexe 50 : La mystérieuse société ISTO et l'attentat du 6 avril 1994

Commentaire

INFO L'EXPRESS

« Rwanda : Bruguière accuse Kagamé »

Par Eric Pelletier et Jean-Marie Pontaut, avec Vincent Hugeux, publié le mardi 21 novembre 2006.

« Certains iront même jusqu'à monter des manœuvres de désinformation. Une campagne de presse, qui débute en Belgique, impute même à la DGSE, le service de renseignement extérieur français, la responsabilité de l'attentat. Les informations sont apparemment distillées par une mystérieuse société, ISTO. Ses représentants ont remis à l'ambassade du Rwanda au Canada les noms de trois militaires français - Cyrille Lafortune, Michel Billet et Raymond Meghuira - censés avoir abattu l'avion. Mais les vérifications de la police judiciaire, effectuées à partir de l'état-civil français et parmi la liste des officiers sortis de Saint-Cyr, ne donnent aucun résultat. Interpol n'a, pour sa part, trouvé aucune trace de la société ISTO au Canada. L'enquête évoque clairement les agissements d'escrocs manipulés par la CIA. »

Bien que sans date, ni référence, ce document a manifestement sa fonction, notamment au TPIR, au niveau du bureau du Procureur au cours des années 2001-2002.

I . S . T . O

Hautement secret

NOTE

SANS PRÉJUDICE

Le document qui suit, contient des informations considérées hautement secrètes et jusqu'à entente entre les parties intéressées, est la propriété exclusive de la *International Strategical and Tactical Organization* et sa divulgation ou toute mention relative à son existence, sans notre approbation sera jugée comme un acte hostile et de trahison à la confiance déposée vers le lecteur.

INDEX DU DOCUMENT

- I. Une introduction nécessaire
- II. Début des élucubrations
- III. Quelques complications
- IV. Les recommandations Billet - Lafortune
- V. Le piège est tendu
- VI. L'attentat

Enquête sur les assassinats des Présidents Cyprien Ntaryamira de Burundi et Juvenal Habyarimana de Rwanda, le 6 avril 1994.

Source directe des informations: M. Nicolas Bazire, Directeur du Cabinet du Premier Ministre de la République de France, M. Edouard Balladur.

I. UNE INTRODUCTION NÉCESSAIRE

Tout assassinat d'un être humain, est un acte extrêmement répugnant et socialement grave. De là, le soin et la minutie avec lesquels ont été menées nos recherches. Toutes les informations qui ont été transmises ont été vérifiées, par la technique de la contre-mesure, auprès de personnes qui directement ou indirectement ont été en relation avec les faits présentés.

La I.S.T.O. avait des informations de sources de confiance que le mercenaire d'origine Marocaine, Edmond Meguir, avait été la main criminelle dans cette attentat. Il nous restait seulement à corroborer cette information par une source digne de confiance qui n'était pas au courant des informations que nous possédions.

Au début du mois de Septembre 1993, notre organisation avait pris connaissance qu'une organisation américaine offrant des services similaires aux nôtres, avait été mandatée par M. Faustin Twagiramungu pour la confection d'un document destiné au Ministère de la Défense française (lettre du Général Kagame au Ministre Léotard). Cette information nous a conduit, dans un premier temps, au Ministère de la Défense française et par la suite au Cabinet du Premier Ministre.

Notre organisation, par le biais des collaborateurs
Paris, détenait une étude de comportement social
psychologique sur la personne du Directeur du Cabinet
Nicolas Bazire, détail qui nous a permis de mettre
fonction la stratégie adéquate à fin d'obtenir
information nécessaires, sans prendre les risques d
tentative de recrutement de notre part sur M. Bazire.

Malgré les informations soutirées d'une façon indirecte
notre organisation, pour une question d'éthique, ne
rendre publique le présent document sans offrir
l'opportunité et les ressources nécessaires à M. Bazire
se préparer aux retombées de son geste sur sa vie politique
et privée.

I.S.T.O.

II. DÉBUT DES ÉLUCUBRATIONS

Le 24 octobre 1993, le chef des forces du F.P.R., le Général Paul Kagame, dépose une lettre, contenant plus de 20 pages, au Ministère de la Défense française, adressée au Ministre de la Défense de ce pays, M. François Léotard.

La lettre a été portée, en main propre, par un individu qui se présentait comme étant d'origine Rwandaise et s'enregistrant sous le nom de François Hakuzimane. Dans cette lettre le Général Paul Kagame accuse le Gouvernement Belge d'être responsable historique de la situation des Tutsis au Rwanda.

Il rappela à M. Léotard qu'en 1972, la France avait donné son appui au Président Tutsi de Burundi, M. Micombero et que celui-ci, en aucun moment avait démontré de l'ingratitude envers la France.

Plus loin dans "sa" lettre, il affirme: *"L'appui de la France lors des offensives de 1990 et 1993 au Président Habyarimana a été octroyé en fonction des raisons personnels par le Président Mitterrand dû à l'amitié et à la sympathie entre son fils Jean-Christophe Mitterrand et le fils d'Habyarimana, Jean-Luc, et non pas en fonction des intérêts de la France. Seulement un gouvernement du F.P.R. pourra en réalité servir à ses intérêts. La France ne pourra, pendant long temps, soutenir ouvertement un régime qui viole à chaque jour les droits humains et massacre le meilleur de son peuple."*

Le point fort de la lettre "*signée*" par le Général Paul Kagame est le suivant: "*Je suis assuré de l'aide et de l'appui inconditionnel des états-unis à la cause du F.P.R. mais je me pose une question, pourquoi recourir aux Américains si étranger à nos souffrances?*"

Un gouvernement du F.P.R. au pouvoir, installera la démocratie et la justice au Rwanda, en s'appuyant sur l'expérience et les recommandations de son **principal allié**.

Un gouvernement du F.P.R. retournera dans le plus bref délai à Arusha pour négocier, cette fois-ci, un vrai partage des pouvoirs étant la seule façon de garantir la paix au pays.

Une copie de cette lettre a été remise à M. Charles Pasqua, Ministre de l'Intérieur de France, qui voit à ce moment là seulement, le danger pour les intérêts de la France d'une alliance F.P.R. - U.S.A. en croyant sur parole le "*bluff*" de Kagame. "*En aucun cas nous pouvons nous permettre de prendre un tel risque*", dit Pasqua en réunion avec Balladur.

Avec la prise du pouvoir pour le F.P.R. ou avec le gouvernement du Président Juvenal Habyrimana "*Il s'agit de changer de camp au bon moment*". C'est dans cet esprit que "*Charlie*" dépose au Cabinet du Premier Ministre une copie du dossier comprenant une copie de la lettre de Kagame à M. Léotard, son plan stratégique dans lequel il désigne les

désigne les officiers de la D.G.S.E., Cyril Lafortune et Michel Billet comme étant les responsables de l'opération de manipulation de Kagame et il recommande l'utilisation de la mafia slave pour procurer au F.P.R. du matériel de combat soviétique et ainsi rester dans l'ombre. Aucun matériel français ne doit être livré au F.P.R..

Cette initiative a été extra-officiellement approuvée par le Premier Ministre Balladur. *"Le tout doit rester chez vous, si on me demande, je ne sais rien. Le vieux (Mitterrand) ne devra être au courant de rien pour le moment"*.

C'est ainsi qu'une petite livraison d'armes légères a été livrée au F.P.R.:

- 500 fusils d'assaut de fabrication Soviétique A.K.47
- 30,000 cartouches
- 1,000 chargeurs de 30 cartouches avec ces étuis de transport
- quelques canes de lubrifiant et de solvant à poudre

Ces armes furent achetées à Kief à un Haut Officier de l'Armée Ukrainienne et furent transportées par bateau jusqu'au Port de Lamu au Kenya et de là jusqu'en Ouganda. Ce fut l'officier de la D.G.S.E. Michel Billet qui se chargea de l'opération d'entrée du matériel au Kenya et de son transport jusqu'en Ouganda, ce fut le 27 novembre 1993.

Trois semaines plus tard, soit le 20 décembre 1993, l'Officier de la D.G.S.E. Billet, dans son rapport à Pasqua, signale que *"la livraison n'a pas donné jusqu'à présent les résultats escomptés"*. Rien n'a changé dans la corrélation des forces sur le théâtre des opérations. Or Pasqua, déjà engagé dans l'opération *"La Marseillaise"* (Soudan-Algérie) a besoin d'une *"onde de choc"* assez puissante, susceptible de porter à la méditation le Soudan et exige *"dans les plus brefs délais"* une proposition de la part des Officiers Billet et Lafortune à cet égard.

III. Quelques complications

Le "*groupe de surveillance de la région*" (service d'Intelligence Belge) basé au Zaïre, reçoit les informations de la livraison des armes à Kagame, par l'intermédiaire de la France et informe immédiatement leurs supérieurs à Bruxelles, lesquels envoient une lettre de protestation adressée à Balladur. Les Belges exigent de celui-ci de "*rester à l'écart d'un conflit qu'ils tiennent sous contrôle*". Balladur répond qu'il n'est pas au courant d'une telle opération et demande des informations plus précises avec les preuves nécessaires lui permettant de prendre les mesures nécessaires si "*Charlie*" avait pris une telle initiative sans son autorisation. Face à une telle réponse les Belges furent convaincus que la France s'appêtait à tremper, dans la région, dans un double jeu.

Pour sa part Balladur interdit à Pasqua d'effectuer d'autres livraisons au F.P.R. et exigea beaucoup de "*finesse*" dans l'opération.

IV. LES RECOMMANDATIONS BILLET-LAFORTUNE

Les Officiers Billet et Lafortune remettent un document conjoint à Pasqua, le 7 janvier 1994, dans lequel ils recommandent de préparer une opération ayant comme objectif principal de provoquer une violente crise interne au Rwanda, de laquelle il découlera une réaction excessive du Gouvernement Rwandais et qui apportera comme conséquence:

- a) La perte du pouvoir du Président Habyarimana.
- b) La neutralisation définitive de Kagame.

L'un ou l'autre des scénarios laisseront les Américains hors de la Région, mais hors de tout doute, le scénario "A" saura redorer le blason de la France, si terni dans ce conflit pour son appui à Habyarimana.

Ce n'est qu'à la suite du document Billet - Lafortune que Mitterrand a pris connaissance du dossier, lequel a recommandé vivement que soit confié à Pasqua *"qui devra le mener dans la plus grande discrétion"*. Aucun autre membre du Cabinet n'a eu connaissance du complot, et même les Agents de la D.G.S.E., basés à Kigali, n'ont jamais été mis au courant des événements, malgré leurs soupçons dus au déplacements de Billet et Lafortune.

Le 12 janvier 1994, une rencontre a eu lieu entre le Général Kagame et les Officiers Billet et Lafortune. Il cherchaient à connaître les plans futurs du F.P.R. sous le couver de *"voir comment la France pouvait les aider"*. C'est ce jour là, le 12 janvier 1994, que l'idée de l'assassinat du Président Habyanimana a été exposé par le Général Kagame aux Officiers Billet et Lafortune.

Cette idée d'assassinat, lorsqu'elle fut transmis à Pasqua, a été accueillie par celui-ci avec beaucoup d'enthousiasme *"en effet l'assassinat du Président provoquera une situation de chaos et de perte de contrôle des autorités sur la population Hutu, laquelle devra effectuer des tueries, des vandalismes ...etc, mais en même temps développera, chez eux, le besoin de l'extermination totale du F.P.R."* Il a été évident qu'en aucun moment Pasqua avait désirer la prise du pouvoir pour le F.P.R. et que les effets causés par l'assassinat du Président aient dépassé largement ses prévisions. Celles-ci furent tellement graves qu'ils se virent incapable de rien faire.

V. LE PIEGE ÉTAIT TENDU

Une fois accepté, le complot d'assassinat par Pasqua, Billet et Lafortune rencontrent à nouveau, le 12 février, Kagame dans un point prêt de la frontière Ouganda-Rwanda. Dans cette rencontre, il expliquent à Kagame les ressources nécessaires pour la préparation de tout l'attentat, à savoir: les informations sur les déplacements futures du Président, le choix de l'endroit, les armes à utiliser et surtout recruter la ou les personnes qui l'exécuteront.

Pendant cet entretien, Kagame se montre complètement incapable d'émettre, avec précision, de quels éléments logistiques et humains dont il dispose pour effectuer une telle entreprise. Chose à laquelle les français s'attendaient afin d'avoir le maximum de contrôle sur l'opération qui ne **"doit pas échouer en aucun temps"** Telles furent les ordres.

C'est ainsi que déguisés en bons samaritains, les Officier Billet et Lafortune s'offriront à Kagame comme **"collaborateurs dans le complot, en signe de bonne foi"**.

A la fin du mois de février, les Agents Billets et Lafortune transmettent une étude opérationnelle à Kagame où il est proposé l'établissement d'un point d'observation sur l'aéroport de Kigali, lequel tient comme mission principal de rapporter une éventuelle sortie du Président Habyarimana et d'identifier avec précision tous les détails technique

de l'appareil utilisé. Le plan est déjà établi, abattre l'appareil à son retour à un point donné.

Ils demandent à Kagame les hommes nécessaires pour l'exécution. Pasqua a été informé immédiatement du plan, donnant une réponse négative à la participation des Rwandais dans l'exécution du plan. Susceptible de mettre en lumière la participation française et faire échouer l'attentat, c'est ainsi qu'un mercenaire français d'origine Marocaine, ex-légionnaire avec un large passé criminel, est recruté pour presser sur le bouton.

Edmond Meguira fut payé 60,000\$ U.S. pour exécuter l'assassinat, il ne manquait que rentrer au pays l'arme choisi: un lance missile portatif antiaérien à tête chercheuse de fabrication soviétique.

Le lance missile ainsi que Edmond Meguira sont arrivés à Kagali à mi-mars 1994.

Il ne restait qu'à attendre l'information de la sortie du Président, identifier l'appareil et obtenir les informations sur la destination. Les données topographiques de navigations pour le retour, sur plusieurs destinations avaient déjà été préparées et les points de tire choisis.

VI. L'ATTENTAT

Dans l'après-midi du 5 avril, l'agent de la D.G.S.E. Billet confirme à Meguira, le corridor de navigation de retour de l'avion du Président et immédiatement c'est le départ vers le point de tire pré-choisi.

Le 6 avril 1994, un missile de fabrication soviétique met fin aux vies des Président Ntaryamina et Habyarimana.

La façon par laquelle l'attentat a été exécutée, a été choisi en fonction du haut degré de sécurité qu'offre à Meguira, réduisant ainsi au minimum les chances de sa capture physique et garantissant ainsi la confidentialité des personnages sinistres impliqués.

"Je n'hésitez pas à prendre aucun risque pour servir les intérêts de la France".

Charles Pasqua

Fin du document.